

Traité de Georgievsk

Wikipedia გვერდიდან

[შეუმოწმებელი ცვლილებების ჩვენება]


Traité de Georgievsk (géorgien : გეორგიევსკის ტრაქტატი) 1783 - un accord sur le patronage et le pouvoir suprême de l'Empire russe avec le royaume unifié de Géorgie orientale de Kartli-Kakheti (sinon royaume de Kartli-Kakheti, oriental Géorgie), sur sa transition vers le protectorat russe . Conclu le 24 juillet (4 août 1783) dans la forteresse de Georgievsk (Caucase du Nord).

სარჩევი


Arrière-plan
<ul style="list-style-type: none">Guerre perse de 1722 Guerre turque 1768-1774
Conclusion d'un accord
Traité en 1783-1787
<ul style="list-style-type: none">Version n°1 Version n°2
Manifeste de Paul Ier
La question de l'annexion sous Alexandre Ier
<ul style="list-style-type: none">Avis du Conseil d'Etat Rapport de Vorontsov et Kochubey La mission de Knorring Décision finale Conséquences
voir également
Remarques
Littérature
Liens


Contexte

Traité de Georgievsk



date de signature	24 juillet (4 août) 1783
Lieu de signature	Georgievsk
Entrée en vigueur	1784
Perte de puissance	12 avril 1802
Signé	Empire russe et royaume de Kartli-Kakhétie
Des soirées	Empire russe du royaume de Kartli-Kakhétie
Langue	géorgien , russe

 [Fichiers multimédias sur Wikimedia Commons](#)

 [Texte dans Wikisource](#)

Après la chute de Constantinople en 1453 , ainsi que l'effondrement du royaume géorgien uni , la Géorgie s'est retrouvée coupée du monde chrétien tout entier, et un peu plus tard divisée entre la Turquie (Empire ottoman) et la Perse (État safavide), et survécu en manœuvrant entre ces deux États. Elle parvient à obtenir une position acceptable et parfois même privilégiée au sein de ces États, mais la barrière religieuse constitue un obstacle insurmontable à l'intégration définitive. À cette époque, l'espoir d'une aide russe s'est progressivement formé. Les premières tentatives de rapprochement ont eu lieu au XVII^e siècle, mais sans conséquences graves. La première véritable tentative d'alliance à long terme avec la Russie a eu lieu à l'époque de Pierre Ier .

Guerre perse de 1722

En 1720, A. Volynsky fut nommé gouverneur d'Astrakhan . Il fut chargé de persuader le roi géorgien Vakhtang de se ranger du côté de la Russie. La Perse traversait une période de crise et Pierre préparait sa campagne perse . Déjà en 1721, des négociations sur des actions communes commencèrent.

Le 8 mars 1722, les Perses furent vaincus par les Afghans à Gulnabad et le frère de Vakhtang, qui commandait la garde du Shah, fut tué. Le siège d' Ispahan commença . Le Shah a demandé de l'aide à Vakhtang. En même temps que les messagers du Shah, les ambassadeurs de Pierre Ier arrivèrent au Vakhtang. Vakhtang refusa le Shah et en septembre l'armée géorgienne partit rejoindre l'armée russe.

Vakhtang faisait sincèrement confiance à Pierre Ier et ne voulait établir de liens avec personne d'autre. Avant le début d'une guerre commune avec la Russie contre la Perse, Vakhtang a convoqué un conseil (darbazi), où devait être décidée la question de savoir s'il fallait ou non participer à la guerre contre la Perse. La plupart des membres du Darbazi s'y sont opposés, craignant que la situation du pays ne soit encore pire. Vakhtang ne partageait pas l'opinion majoritaire. En août, avec une armée de 40 000 personnes, il se tenait à Ganja et attendait Pierre Ier ^[1] .

Comme l'écrit Koulakov : Pierre voulait attirer le Shah de Perse à ses côtés, après quoi il arrêta la campagne et ramena Vakhtang.

Bientôt, l'armée turque occupa Kartli et Kakhétie. L'occupation turque dura jusqu'en 1734 .

Le 12 juin 1724, la Russie conclut un traité sur les frontières avec la Turquie . Dans ce document, Pierre, incapable de repousser les Turcs, reconnaissait en fait l'occupation de la Géorgie par les Turcs. La Turquie prend possession de Kartli (Tiflis), du Khanat d'Erivan, des terres azerbaïdjanaises (Shemakha, Tabriz) et des terres du nord de l'Iran (Qazvin) ^[2] .

Guerre turque 1768—1774

Dans les années 1920, le clergé et des classes entières ont adressé des demandes d'aide au gouvernement russe, mais sans conséquences. À un moment donné, l'idée est née de réinstaller les Géorgiens dans le Caucase du Nord (Terek), mais cette proposition n'a pas été acceptée par les Géorgiens. En Géorgie, ils ne comprenaient pas la politique pragmatique de la Russie, pour laquelle il était alors vital de régler les relations avec les Ottomans et, malgré tout, ils croyaient en

son aide. Une légende est même née selon laquelle Pierre indiquait dans son testament : « La Géorgie est malheureuse, défendez-la pour l'amour de la foi, envoyez-lui une armée... », mais les intrigues des courtisans ont empêché sa volonté de se réaliser ^[3].

La situation a changé à l'approche de la guerre russo-turque . Lors d'une des réunions du Conseil, il fut décidé de soulever toute la population chrétienne des Balkans, de Grèce et de Géorgie contre l'Empire ottoman. Le Collège des Affaires étrangères a organisé « une discussion sur la manière dont les Géorgiens peuvent être enclins à accepter de participer à l'actuelle guerre ottomane contre la Porte ». Ainsi commença la deuxième tentative de rapprochement, qui échoua, mais devint le premier pas vers le traité de Georgievsk.

En envoyant le corps expéditionnaire de Tottleben en Géorgie , Panin expliqua au général l'essence de la guerre à venir : « l'âme serait locale, mais le corps serait géorgien » ^[3] . Le projet de campagne commune était dès le début voué à l'échec : il était impossible de coordonner les actions des armées régulières russes et irrégulières géorgiennes. Malgré un certain nombre de victoires, Catherine II était généralement insatisfaite des résultats. En Géorgie, on espérait que cela serait au moins mentionné lors des négociations de paix avec la Turquie – on l'appelait alors « à inclure dans le traité ». Mais cela n'a pas été fait non plus. Le traité Kuchuk-Kainardzhi, conclu le 20 juillet 1774, ne mentionnait pas un mot sur les royaumes de Kakhétie et de Kartli. (Les mots « Géorgie » au paragraphe 23 du traité désignent la partie occidentale et vassale de l'Empire ottoman) ^[4] . En reconnaissant la dépendance vassale de la Géorgie occidentale (Imereti) à l'égard de l'Empire ottoman, la Russie a ainsi empêché ^[clarifier] la réunification de la Géorgie en un seul État, et le traité d'union des rois (rois) de Kartli-Kakheti Héraclius II et Imereti Salomon I de 1773 resta inachevé.

Même pendant le séjour des troupes russes en Géorgie, peu avant leur rappel, le tsar Irakli II envoya à Catherine une représentation écrite sur les conditions dans lesquelles il souhaitait entrer sous la protection de la Russie. Avec ce document, il envoya son fils Levan et son frère, le Catholicos Anthony. Il a demandé « de nous honorer maintenant d'un tel patronage afin que tout le monde... puisse voir que je suis un véritable sujet de l'État russe et que mon royaume a été ajouté à l'Empire russe » ^[3] . Irakli a proposé les formes de dépendance qui existaient auparavant à l'égard de l'Iran. Il proposa d'envoyer en otage l'un de ses fils, plusieurs princes et nobles à la cour de Russie. La population paie à l'Empire 70 kopecks par mètre, envoie chaque année 14 des meilleurs chevaux, 2 000 seaux de vin et fournit également des soldats à la Russie. C'est à partir de cette « idée » que fut ensuite formé le traité de Saint-Georges.

L'offre a été rejetée. Le 8 février 1773, Panine en fit part à Irakli (« propositions étranges et complètement hors du temps », écrit-il).

Conclusion d'un accord

À la fin de 1782, le roi Kartli-Kakheti Irakli II se tourna vers l'impératrice de Russie Catherine II pour lui demander d'accepter la Géorgie sous la protection de la Russie. Dans le but de renforcer la position de la Russie en Transcaucasie , Catherine II accorda à Pavel Potemkine de larges pouvoirs pour conclure un accord avec le tsar Héraclius. Les représentants du côté géorgien étaient les princes Ivane Bagration-Mukhrani et Garsevan Chavchavadze .



Médaille commémorative de 1790

Selon l'accord, le tsar Irakli II reconnaissait le patronage de la Russie et renonçait partiellement à une politique étrangère indépendante, s'engageant à servir l'impératrice russe avec ses troupes. Catherine II, quant à elle, s'est portée garante de l'indépendance et de l'intégrité des territoires de Kartli-Kakhétie . La Géorgie a obtenu une totale indépendance interne. Les parties ont échangé des envoyés.

L'accord a égalisé les droits des nobles, du clergé et des marchands géorgiens et russes (respectivement).

Quatre articles secrets du traité revêtaient une importance particulière. Selon eux, la Russie s'est engagée à défendre la Géorgie en cas de guerre et, lors des négociations de paix, à insister sur le retour au royaume de Kartli-Kakhétie des possessions qui lui appartenaient depuis longtemps (mais saisies par la Turquie). La Russie s'est engagée à maintenir en Géorgie deux bataillons d'infanterie dotés de 4 canons et, en cas de guerre, à augmenter le nombre de ses troupes.

Dans le même temps, il était fortement recommandé aux Géorgiens de maintenir l'unité et d'éviter les conflits internes, pour lesquels Héraclius II dut faire la paix avec le roi Salomon Ier d'Iméréthie .

La principale signification politique du traité de Georgievsk était l'établissement d'un protectorat russe sur la Géorgie orientale, qui, en affaiblissant considérablement les positions de la Perse et de l'Empire ottoman en Transcaucasie, détruisit formellement leurs prétentions sur la Géorgie orientale.

En 1783 , dans le cadre de la conclusion du traité de Georgievsk, commença la construction de la route militaire géorgienne entre la Géorgie et la Russie , le long de laquelle plusieurs fortifications furent construites, dont la forteresse de Vladikavkaz (1784).

Traité en 1783-1787

Depuis sa conclusion, le Traité a fonctionné sans ingérence pendant 3 à 4 ans. Cependant, une forte opposition à l'Empire ottoman a alors commencé. Sous son influence, les raids des Daghestanais et de l'Akhaltsikhe Pacha sont devenus plus fréquents . La Russie a exprimé des protestations, mais celles-ci n'ont pas eu l'impact escompté. De plus, la Turquie a exigé que la Russie annule le traité de Georgievsk et détruise les fortifications de Vladikavkaz. En conséquence, en 1787, les troupes russes furent retirées de Géorgie, ce qui constituait une violation flagrante des termes du traité et le dénonçait ainsi. Il existe deux versions des raisons de cette conclusion ^[5] .

Version n°1

Selon cette version, la Géorgie aurait été la première à violer le traité en entamant des négociations séparées avec les Turcs. En septembre 1786, Soliman Pacha d'Akhaltsi envoya une lettre au roi de Géorgie, Héraclius II, proposant de conclure un traité de paix séparé.

Extrait du rapport du colonel Burnashev à Pavel Potemkine :

Son Altesse... a l'intention d'envoyer les amanats (otages) requis à Akhaltsikhé par Soliman Pacha, en s'excusant d'avoir été contraint de le faire par ses sujets et par l'extrême nécessité de se débarrasser de la dévastation de ses terres du côté turc. A

cet effet, j'ai eu l'honneur de signaler à Son Altesse qu'après la conclusion du Traité de l'article 4 avec la Géorgie, en cas d'envoi d'envoyés ou de lettres de voisins, il faut se mettre d'accord avec le principal commandant des frontières, et notamment dans cette circonstance, qui nécessite un examen diligent .

— L'attitude de S. Burnashev envers le gène. À P. Potemkine en date du 29 décembre 1786 ^[6] .

Ainsi, le roi s'est retiré du traité et a entamé des négociations avec les autorités turques. En décembre 1786, Irakli écrit à Pavel Potemkine : « ... et pour que nous n'allions pas aux extrêmes, nous envoyons à cet effet deux princes au pacha pour approuver les accords » ^[7] .

Potemkine était extrêmement alarmé : « ... extrêmement attristé que Votre Altesse et les conseils de vos nobles soient autorisés à être prêts à répondre aux exigences de Soleiman Pacha d'Akhalsikhé... Je demande humblement à Votre Altesse de considérer toutes les exigences de Soleiman Pacha. et toutes ses relations avec vous. Dès le moment où il a commencé à correspondre avec Votre Altesse, ses exigences étaient les suivantes : 1. En vous trompant avec divers avantages imaginaires, pour ébranler votre loyauté envers la Russie ; 2° Retirer les troupes russes de Géorgie et se débarrasser des redoutables défenseurs, la priver de la défense ; car si nos troupes ne les menaçaient pas, il n'aurait pas eu besoin de demander leur retrait de Géorgie... Je vous conseille, pour votre bénéfice, je vous demande instamment de ne pas donner les amanats à votre pacha, car en faisant cela vous offenserez la dépendance que vous avez jurée sous serment et vous porterez préjudice à votre propre royaume" ^[8] .

Mais, malgré les avertissements de P. Potemkine et les conditions de l'article 4 du traité de Georgievsk, le tsar Héraclius conclut un accord avec le pacha, qui fut ratifié par le sultan à l'été 1787 (juste pendant la guerre entre la Russie et l'Empire du Milieu). Empire ottoman). A partir de ce moment, le traité de Georgievsk perdit sa force. Les troupes russes durent quitter la Géorgie ; le 26 octobre 1787, les troupes russes étaient déjà à Vladikavkaz ^[9] .

Version n° 2

Selon la deuxième version, la Russie aurait retiré ses troupes parce qu'elle aurait fait des concessions à l'Empire ottoman. Ne voulant pas déclencher la guerre à ce moment-là, elle retira les bataillons, envoya l'ambassadeur de Géorgie de Saint-Petersbourg et accepta de démolir les fortifications de Vladikavkaz.

A.V. Potto écrit à propos de la même chose :

Les deux bataillons restés en Géorgie ne pourraient pas apporter de bénéfice significatif en cas de nouvelle invasion ennemie, mais ils pourraient eux-mêmes en être facilement victimes. Et comme il n'y avait absolument rien pour les renforcer, le colonel Burnashev reçut l'ordre de quitter Tiflis et de retourner sur la Ligne. Dans le même temps, toutes les fortifications construites par Potemkine sur la route de la Géorgie sont détruites. La première tentative de la Russie de s'implanter solidement en Géorgie s'est donc soldée par un échec ^[10] .

D. Joukov adhère à la même version ^[11] . Z. D. Avalov écrit que la Russie considérerait qu'il était plus fiable pour la Géorgie de se protéger « en renouvelant ses alliances précédentes, qui avaient été détruites uniquement par la présence des troupes russes dans le pays ». En d'autres termes, à cette

époque, le traité de Georgievsk s'est avéré peu rentable pour la Russie.

Selon la première version, le roi de Géorgie aurait violé le traité de Georgievsk et aurait ainsi laissé la Géorgie sans protection des troupes d'Agha-Magomed Khan. En fait, le traité était en vigueur à l'automne 1795. Le 4 septembre 1795 , Catherine, après beaucoup de retard, ordonna finalement « de renforcer le tsar Héraclius, en tant que vassal russe, contre les attentats hostiles contre sa vie, *stipulé par le traité* avec eux avec deux bataillons complets d'infanterie ». Au bout de 8 jours, Tiflis fut détruite par les troupes d'Agha-Magomed Khan. Le général Gudovich n'a reçu l'ordre de l'impératrice que le 1er octobre.

En 1795, Agha Mohammed Khan venait de réussir à unifier la Perse et à vaincre ses rivaux, et la question se posait du retour de la Géorgie à la Perse, qui s'était en fait séparée de lui lors de la signature du traité de Georgievsk. Agha-Muhammad a proposé à Héraclius de retrouver la citoyenneté iranienne à des conditions favorables, mais il a refusé. Après la destruction de Tiflis, Agha-Muhammad proposa à Héraclius de se soumettre, promettant en retour de restituer tous les captifs et de transférer tout le nord de l'Iran sous le règne d'Héraclius.

À la demande répétée du tsar Héraclius, en avril 1796, la Russie envoya de Kizlyar dans les provinces du nord de la Perse le corps caspien, fort de 13 000 hommes, sous le commandement du lieutenant-général V.A. Zubov . Mais l'objectif n'était pas tant de sauver la Géorgie que de « libérer » l'Iran du « rebelle » Agha Mohammed Khan . L'inspirateur de la campagne était Valérien Zubov. La destruction de Tiflis fut l'une des raisons de la guerre. Le 10 mai, Derbent est prise d'assaut et le 15 juin, Bakou et Cuba sont occupées sans combat . En novembre, les troupes russes atteignirent le confluent des rivières Kura et Araks . Cependant, le 6 novembre 1796, Catherine décède et avec elle les projets de conquête de la Perse appartiennent au passé. Seul un petit détachement du général Rimski-Korsakov resta en Géorgie, mais même celui-ci fut rappelé au début de 1797. « La Géorgie fut de nouveau livrée à son propre sort, et seule la mort d'Aga Mohammed la sauva d'une nouvelle terrible invasion. » ^[10]

Selon le traité de Yassi , qui a mis fin à la guerre russo-turque de 1787-1792 , la Turquie a renoncé à ses prétentions sur la Géorgie et s'est engagée à ne prendre aucune mesure hostile contre les terres géorgiennes.

En 1799, un régiment russe dirigé par le général Lazarev entra dans Kartli-Kakheti . Avec lui était venu le représentant officiel russe à la cour de Giorgi (George) XII - Kovalensky. En 1799, le chef de l'expédition transcaucasienne organisée par le Collège Berg, le comte Apollos Apollosovitch Musin-Pouchkine, avec la permission de l'empereur Paul Ier, entame des négociations avec le roi géorgien George XII, au cours desquelles il établit « le désir sincère des deux le roi lui-même... (et) toutes les classes du peuple géorgien. » Rejoignez la Russie.

Lettre du roi George XII de Kartli-Kakhétie à son ambassadeur Garsevan Chavchavadze en date du 7 septembre 1799 :

« Donnez-leur tout mon royaume et mes biens, comme un sacrifice sincère et juste, et offrez-le non seulement sous la protection du plus haut trône impérial russe, mais laissez-le également entièrement à leur pouvoir et à leurs soins, afin que désormais le royaume Les Kartlosiens seront considérés comme appartenant à l'État russe avec les droits qui sont utilisés par d'autres régions situées en Russie » ^[12] .

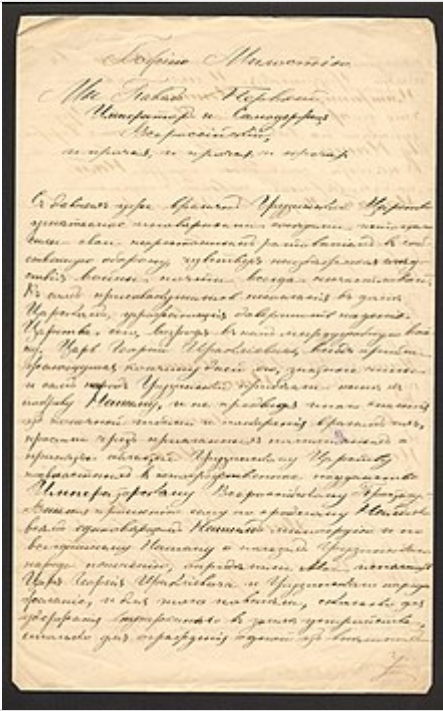
À Saint-Pétersbourg, l'ambassade de Géorgie a remis le 24 juin 1800 au Collège des affaires étrangères un projet de document sur la citoyenneté. Le premier point disait : le tsar George XII « désire avec zèle, avec ses descendants, le clergé, les nobles et tous les peuples qui lui sont soumis, d'accepter un jour pour toujours la citoyenneté de l'Empire russe, promettant d'accomplir de manière sacrée tout ce que font les Russes » ^[13] .

Manifeste de Paul Ier

À l'automne 1800, la délégation géorgienne tenta de proposer à la Russie un projet d'unité plus étroite. Le 17 novembre, le prince Chavchavadze a soumis une note et des « pétitions » au nom du tsar George. Cette proposition fut examinée au Collège des Affaires étrangères et le 19 novembre fut approuvée par l'empereur sur tous les points.

Lors de l'audience, le comte Rostopchin et S. L. Lashkarev ont annoncé aux ambassadeurs géorgiens que l'empereur Paul Ier avait accepté le roi et l'ensemble du peuple géorgien dans la citoyenneté éternelle et avait accepté de satisfaire toutes les demandes de George, « mais pas autrement que lorsque l'un des envoyés partait ». De retour en Géorgie, ils annonceront au tsar et au peuple le consentement de l'empereur russe, et lorsque les Géorgiens déclareront une seconde fois par lettre leur désir d'accéder à la citoyenneté russe » ^[14] .

Le 23 novembre 1800, l'empereur donna un rescrit adressé à George XII sur l'acceptation de son royaume dans la citoyenneté russe, puis il écrivit « nous avons accepté ce qui nous a été exprimé avec notre haute faveur monarchique et avons également été honorés de notre plus miséricordieuse approbation de vos pétitions pour vous accepter dans Notre citoyenneté » ^[15] .



Copie manuscrite du manifeste

On a promis à George de conserver ses droits royaux pour le reste de sa vie. Cependant, après sa mort, le gouvernement russe entendait confirmer l'héritier du trône, David Georgievich, comme gouverneur général avec le titre de tsar, et classer la Géorgie parmi les provinces russes sous le nom de royaume de Géorgie.

Tout évolue vers un accord bilatéral, qui pourrait devenir une solution juridiquement irréprochable à la question. Cependant, 2 jours avant l'audience, un rescrit impérial au général Knorring suivit . Il reçut l'ordre d'envoyer des troupes en Géorgie et, en cas de décès du roi George, de ne pas nommer de successeur jusqu'à ce qu'un ordre spécial soit émis. Cet ordre était contraire aux principes du traité de 1783, qui laissait la question de la désignation d'un héritier à la compétence du roi de Géorgie. Le 18 décembre , avant même l'arrivée des ambassadeurs en Géorgie, un manifeste sur l'annexion de la Géorgie est signé. Ainsi, la question a été résolue unilatéralement, avant même la mort du tsar George, survenue le 28 décembre.

Des ambassadeurs avec des « points » sont arrivés en Géorgie début janvier et le 15 janvier, le prince David a publié un appel : « J'ai reçu l'ordre du plus haut de m'approcher du trône de Géorgie par héritage, avec le rang de son dirigeant. » Le 18 janvier, le manifeste de Paul Ier a été

publié à Saint-Petersbourg. Le texte du manifeste lui-même a été rédigé de manière quelque peu vague et vague, sans mentionner le sort de la dynastie géorgienne.

Nous déclarons par la présente, avec notre parole impériale, que lors de l'annexion du Royaume de Géorgie pour l'éternité sous notre pouvoir, non seulement tous les droits, avantages et propriétés appartenant légalement à chacun seront accordés et seront intacts, mais que désormais chaque État de les habitants des régions mentionnées ci-dessus jouissent des droits, libertés, bénéfices et avantages dont les anciens sujets russes, par la grâce de nos ancêtres et des nôtres, jouissent sous notre protection ^[3].

Le 16 février 1801, dans la cathédrale de Sion, un manifeste fut lu en russe et en géorgien sur l'annexion à perpétuité de la Géorgie à la Russie. Le 17 février, ce manifeste a été solennellement annoncé aux habitants de la ville dans l'église cathédrale de Tiflis.

La question de l'annexion sous Alexandre Ier

En mars 1801, Alexandre Ier accède au pouvoir et doit immédiatement résoudre le problème de l'annexion. Et si sous Paul, ils envisageaient cette question du point de vue de l'*intérêt* de l'État, alors Alexandre (et son *comité secret*) la considérait du point de vue *du droit*. Etant à cette époque partisan d'une politique honnête, Alexandre avait une attitude extrêmement négative à l'égard de l'acte d'annexion, qui n'avait aucune base légale. Mais le problème était que le manifeste de Paul avait déjà été lu et que l'adhésion avait déjà commencé. Compte tenu de ses doutes, la question de la Géorgie a été soumise pour discussion au Conseil d'État, qui s'appelait à l'époque *Conseil permanent*.

Avis du Conseil d'État

La complexité de la question ressort du fait qu'elle a été examinée lors d'une réunion du Conseil de l'empereur Paul, puis pendant encore six mois au Conseil d' *Alexandre Ier*.

Le 11 avril 1801 eut lieu la première réunion sur la Géorgie. Mais si les « jeunes amis » d'Alexandre s'opposaient à l'adhésion, le parti « impérial », qui pensait encore dans l'esprit de l'époque de Catherine, l'emporta au Conseil. Selon eux, il est nécessaire de conserver la Géorgie en raison de ses riches mines (ce que Musin-Pouchkine a rapporté), pour le bien de la paix des frontières, mais aussi pour le bien de la dignité de l'empire.

Tous les problèmes auraient été résolus si la question avait été résolue bilatéralement, et les ambassadeurs géorgiens étaient déjà en Russie depuis un mois, mais le Conseil a obstinément refusé et n'a pas discuté d'une considération bilatérale. Il a continué à insister sur les bénéfices du projet. Lors de cette première réunion, le problème n'a jamais été résolu.

Le 15 avril 1801 eut lieu la deuxième réunion. Le *procureur général Bekleshov* a ensuite parlé « de l'extrême dégoût de l'empereur d'avoir accepté la Géorgie comme citoyenneté russe », car il « considère comme injuste l'appropriation des terres d'autrui » ^[3]. Lors de cette réunion, le Conseil a présenté le problème comme un dilemme : à son avis, soit une annexion complète, soit une indépendance complète était possible. Puisque l'indépendance serait désastreuse pour la Géorgie,

le Conseil a conclu que seule une annexion complète était possible. Ayant atteint cette conclusion, le Conseil décida d'envoyer le comte Knorring en Géorgie afin de vérifier si la Géorgie pouvait être un royaume indépendant et si le peuple voulait réellement y adhérer à l'unanimité.

Rapport de Vorontsov et Kochubey

Si le parti « impérial » l'emportait au Conseil, alors le Comité secret d'Alexandre était majoritaire contre le projet d'annexion. L'opinion de ces personnes a été exprimée dans le rapport de A. Vorontsov et V. Kochubey, qui fut soumis à l'empereur le 24 juillet 1801 (4 jours avant le rapport de Knorring). Les auteurs partent du fait que le principe principal de la politique d'Alexandre à l'heure actuelle n'est pas l'expansion de l'empire, mais l'amélioration interne. La question de la conquête de la région caspienne ne se pose plus et l'annexion de la Géorgie n'a toujours été qu'une partie de ce projet. L'unanimité dans le désir du peuple géorgien est également douteuse, car comment le peuple pourrait-il exprimer son unanimité ? La richesse des mines géorgiennes est extrêmement douteuse, mais la Géorgie propose également de les transférer à la Russie. Par conséquent, pour le bien des mines, une annexion complète n'a pas de sens. Les auteurs du rapport « ont évalué l'annexion de la Géorgie du point de vue des intérêts étatiques de la Russie et ont réagi négativement à cette adhésion. Quant au point de vue du droit, ils savent bien sûr très bien qu'il ne peut être question ici d'aucun droit. » ^[3].

Vorontsov et Kochubey proposèrent : d'élire l'un des princes du royaume selon l'ordre d'héritage ou sur la base de qualités personnelles, si nécessaire, d'écarter les autres prétendants et de laisser un certain nombre de troupes en Géorgie « pour nourrir la terre ». Il fut également proposé de nommer un ministre sous le roi.

La mission de Knorring

La mission fut confiée à Knorring par le rescrit impérial du 19 avril 1801. Le 22 mai, Knorring entra à Tiflis, où il resta presque tout le temps. L'issue de sa mission était prédéterminée par la question soulevée au Conseil ; il résolvait seulement le dilemme : subordination totale ou indépendance totale. Mais à cette époque, il n'était pas question d'indépendance totale.

Au moment où Knorring est arrivé, la Géorgie était déjà sans pouvoir depuis six mois : les généraux russes à Tiflis n'ont pas permis au tsarévitch David de se proclamer roi, mais il était considéré comme l'héritier confirmé. Lorsque les soldats russes prêtèrent allégeance à Alexandre, les Géorgiens ne prêtèrent pas serment. Le pays a souffert de l'anarchie, des raids des montagnards du Daghestan et des conséquences de l'invasion perse - le général Tuchkov, arrivé à Tiflis à cette époque, a trouvé la ville encore détruite, avec deux rues entières. Knorring a déclaré confidentiellement à Tuchkov que l'annexion de la Géorgie était une question non résolue.

« Et la parole et le devoir des souverains russes de protéger les chrétiens, en particulier ceux de la même foi, contre la barbarie des mahométans ? » J'ai osé objecter. «Maintenant, il y a un système différent dans tout», répondit-il ^[16].

« Le général Knorring n'a pu trouver autre chose que la confusion qu'il a rapportée au souverain... il fait la même erreur que les autres officiers observateurs : leurs yeux, habitués à l'ordre du terrain d'armée et du bureau, ne voyaient que chaos et désordre en Géorgie.

Après un séjour de 22 jours en Géorgie, Knorring retourna à Saint-Pétersbourg et, le 28 juin 1801, soumit son rapport à l'empereur. Il s'est prononcé négativement sur la question de savoir si la Géorgie pourrait survivre sans aide, et positivement sur la question de savoir si les Géorgiens désiraient unanimement la citoyenneté.

Décision finale

Le 8 août 1801, une réunion ordinaire du Conseil sur la question de la Géorgie eut lieu. Le temps travaillait pour le parti « impérial » : selon les rapports des envoyés russes, au cours de l'année de l'anarchie, la Géorgie avait déjà perdu tout semblant d'État. Il a également été avancé que « dans le monde » la Géorgie était déjà considérée comme faisant partie de la Russie et qu'il n'était pas pratique de se retirer de l'annexion du point de vue de la dignité de l'empire.

Lors de la réunion, un rapport de Knorring et un rapport de Vorontsov et Kochubey ont été entendus. Le conseil se rangea du côté de Knorring. Ils ont parlé de la nécessité de prévenir les Turcs et les Perses, qui étaient capables de capturer la Géorgie, et que l'annexion aiderait à « freiner les peuples prédateurs des montagnes ». Kochubey a insisté sur son opinion : dans son discours final, il a attiré l'attention sur le danger de l'élargissement des frontières, l'injustice de l'annexion d'un point de vue monarchique, et a insisté sur le maintien du statut de vassal de la Géorgie. Et pourtant, le Conseil a tranché la question de l'adhésion par l'affirmative.

Alexandre hésitait encore. Le 12 août, il reçut une note de V. Zubov et l'envoya à Novosiltsev pour examen. Le 13 août, la question a été discutée lors d'une réunion du comité secret . Les membres du comité étaient toujours contre, mais Alexandre s'est progressivement penché vers la décision du Conseil.

Pendant ce temps, les commissaires géorgiens essayaient toujours de garantir que « l'annexion essentiellement volontaire de la Géorgie était véritablement volontaire dans sa forme ». Ils envoyèrent des notes à l'empereur avec leurs propositions et souhaitaient généralement que la décision sur la question de la Géorgie soit prise en leur présence en tant que représentants du peuple géorgien volontairement annexé. Mais personne n'était intéressé par leur opinion.

Le 12 septembre 1801, Alexandre donne un manifeste sur l'annexion à Moscou. La politique « impériale » des frères Zoubov a gagné, et même le manifeste lui-même a été écrit de la main de Platon Zoubov .

... ni pour gagner en force, ni pour nos propres intérêts, ni pour élargir les frontières d'un empire déjà vaste dans le monde, nous acceptons le fardeau de gouverner le royaume géorgien. Une dignité, un honneur et une humanité nous imposent un devoir sacré, en écoutant la prière de ceux qui souffrent, en aversion pour leurs chagrins, d'établir en Géorgie un gouvernement direct qui puisse établir la justice, la sécurité des personnes et des biens et donner à chacun la protection de la loi ^[17] .

Le 12 avril 1802, le manifeste fut officiellement lu à la cathédrale de Sion à Tiflis . Les princes et le Catholicos prêtèrent serment et toutes les classes de Kartli-Kakheti prêtèrent volontairement serment d'allégeance au nouvel ordre. Tuchkov écrit que « cette cérémonie s'est terminée sans la moindre confusion ». V. A. Potto décrit ce processus différemment :

Malheureusement, Knorring ne faisait pas partie de ces personnes qui ont le don d'éveiller la confiance du peuple et a immédiatement déformé le sens même de l'annexion volontaire de la Géorgie, lui donnant l'apparence d'une sorte de violence. Arrivé à Tiflis, il rassembla tous les habitants de la ville et, les entourant de troupes, leur ordonna de prêter allégeance au nouveau souverain. Cette mesure grossière et ces précautions, qui n'étaient causées par rien de la part du peuple, ont profondément offensé les Géorgiens, qui n'ont pas voulu prêter serment sous la menace des baïonnettes et sont rentrés chez eux ^[10].

Conséquences

Un jour après l'annonce du manifeste, un nouveau gouvernement a été formé. Quelques jours plus tard, Knorring, nommé dirigeant de la Géorgie, envoya Tuchkov chez la reine douairière Maria pour lui retirer tous les insignes royaux. Les raids des montagnards du Daghestan devinrent plus fréquents et une sorte de guerre civile commença : le général Knorring lui-même fut encerclé alors qu'il partait pour la Russie, et les Ossètes exterminèrent complètement le régiment cosaque du Don en route vers Tiflis ^[18]. Le général Tuchkov écrit que, se tenant aux côtés de l'armée près de Tiflis, « il n'a pas eu une seule nuit de paix ». Les Avars ont détruit un bataillon d'infanterie entier avec le général Gulyakov. Knorring, incapable de faire face à la situation, fut rappelé et remplacé par le prince Tsitsianov. L'état troublé de la région, ainsi que les actions maladroites, voire égoïstes, de Kovalensky ont complètement aigri les Géorgiens. Le peuple, qui auparavant ne réfléchissait qu'à la manière de se débarrasser des membres de la maison royale, se tourna à nouveau à ses côtés. L'empereur Alexandre commença à entendre des rumeurs de partout sur l'administration désordonnée de la région transcaucasienne et le 8 septembre 1802, par commandement impérial, Knorring et Kovalensky furent rappelés et le lieutenant-général prince Tsitsianov fut nommé commandant en chef en Géorgie ^[dix].

Sous prétexte de réprimer les troubles, le commandement de l'armée russe a commencé à arrêter des membres de la famille royale. Lors de l'arrestation, la reine douairière Maria a tué le général Lazarev avec un poignard. Les personnes arrêtées ont été envoyées à Vladikavkaz sous forte escorte ; les habitants locaux ont tenté de gêner le mouvement du convoi et le détachement s'est frayé un chemin à travers la crête du Caucase ^[18].

D'une manière générale, les conséquences du traité pour la Géorgie furent doubles : d'une part, le pays fut épargné par les incursions de l'Empire ottoman et de la Perse, qui auraient pu être réalisées par des moyens militaires et diplomatiques, d'autre part, contrairement aux termes du traité de Georgievsk, elle a perdu son statut d'État (par la suite, en 1811, même l'indépendance de l'Église). Les troubles dans le pays se sont calmés pendant un certain temps, car il s'agissait principalement d'une protestation contre les méthodes et les formes d'annexion, mais pas contre l'annexion en tant que telle.

Voir aussi

- Formation du territoire de l'Empire russe

Notes

- LE ROI GÉORGIEN VAKHTANG VI À ASTRAKHAN : PAGES DE L'HISTOIRE DE LA DIPLOMATIE SECRÈTE DE LA RUSSIE (http://www.nivestnik.ru/2009_2/14.shtml) . Date

- d'accès : 11 mai 2010. Archivé (https://web.archive.org/web/20191002015912/http://www.nivestnik.ru/2009_2/14.shtml) le 2 octobre 2019. (https://web.archive.org/web/20191002015912/http://www.nivestnik.ru/2009_2/14.shtml)
2. Runivers (<http://www.runivers.com/Runivers/calendar2.php?month=02&year=2010&ID=157474>) . Date d'accès : 11 mai 2010. Archivé (<https://web.archive.org/web/20111103102141/http://www.runivers.com/Runivers/calendar2.php?month=02&year=2010&ID=157474>) le 3 novembre 2011. (<https://web.archive.org/web/20111103102141/http://www.runivers.com/Runivers/calendar2.php?month=02&year=2010&ID=157474>)
 3. , Adhésion de la Géorgie à (<http://www.igrunov.ru/cat/vchk-cat-bibl/books/AvalovZ.pdf>) . Date d'accès : 11 août 2009. Archivé (<https://web.archive.org/web/20120304171106/http://www.igrunov.ru/cat/vchk-cat-bibl/books/AvalovZ.pdf>) le 4 mars 2012. (<http://www.igrunov.ru/cat/vchk-cat-bibl/books/AvalovZ.pdf>) (<https://web.archive.org/web/20120304171106/http://www.igrunov.ru/cat/vchk-cat-bibl/books/AvalovZ.pdf>)
 4. Article 23 : « Dans certaines parties de la Géorgie et de la Mingrélie, les forteresses de Bogdadchik, Kutatis et Shegerban, conquises par les armes russes, seront reconnues par la Russie comme appartenant à ceux auxquels elles appartenaient depuis les temps anciens, de sorte que si ces villes étaient réellement des temps anciens ou des temps anciens sous la possession de la Sublime Porte, alors ils seront reconnus comme lui appartenant ; et après l'échange de ce traité, au moment convenu, les troupes russes se retireront des provinces susmentionnées de Géorgie et de Mingrélie.
 5. TRAITÉ GEORGE DE 1783 : SUR LE PROBLÈME DE L'ÉTABLISSEMENT DE LA RUSSIE EN GÉORGIE (<https://cyberleninka.ru/article/n/georgievskiy-traktat-1783-goda-k-probleme-utverzheniya-rossii-v-gruzii/viewer>) . *cyberleninka.ru* . Récupéré le 3 juillet 2023. Archivé (<https://web.archive.org/web/20220504122913/https://cyberleninka.ru/article/n/georgievskiy-traktat-1783-goda-k-probleme-utverzheniya-rossii-v-gruzii/viewer>) le 4 mai 2022. (<https://web.archive.org/web/20220504122913/https://cyberleninka.ru/article/n/georgievskiy-traktat-1783-goda-k-probleme-utverzheniya-rossii-v-gruzii/viewer>)
 6. TsGVIA URSS (RF), f.52, op 1/194, d.416, partie 1, l 21 et vol.
 7. TsGVIA URSS (RF), f.52, op 1/194, d.416 partie 1, l 26-28
 8. TsGVIA URSS (RF), f.52, op 1/194, d.416, partie 1, l 26-28, 30 et vol. 31 et vol.
 9. La Géorgie était-elle une alliée de la Russie ? (<http://www.apn.ru/publications/article21261.htm>) Date d'accès : 17 mai 2009. Archivé (<https://web.archive.org/web/20090805072458/http://www.apn.ru/publications/article21261.htm>) le 5 août 2009. (<https://web.archive.org/web/20090805072458/http://www.apn.ru/publications/article21261.htm>)
 10. V. A. , « Guerre du Caucase (<http://www.vehi.net/istoriya/potto/kavkaz/26.html>) Date d'accès : 17 mai 2009. Archivé (<https://web.archive.org/web/20100616063640/http://vehi.net/istoriya/potto/kavkaz/26.html>) le 16 juin 2010. (<http://www.vehi.net/istoriya/potto/kavkaz/26.html>) (<https://web.archive.org/web/20100616063640/http://vehi.net/istoriya/potto/kavkaz/26.html>)
 11. Dmitry Zhukov *Géorgie indépendante : bandit en peau de tigre* (<http://myrt.ru/news/public/1124-dobrovolnoe-prisoedinenie-ili-nasilstvennaja.html>) Copie d'archives (<https://web.archive.org/web/20150508004457/http://myrt.ru/news/public/1124-dobrovolnoe-prisoedinenie-ili-nasilstvennaja.html>) datée du 8 mai 2015 sur la Wayback Machine
 12. A. Tsagareli. « Chartes et autres documents historiques du XVIIIe siècle relatifs à la Géorgie » vol. 2, no. 2., 1902 p. 287—288
 13. A. Tsagareli. Certificats, tome II, émission. II. 1902 p. 292-294. Note des envoyés géorgiens des princes G. Chavchavadze , G. Avalov et E. Palavandov en date du 24 juin 1800.
 14. N. Dubrovin. George XII est le dernier roi de Géorgie. Saint-Pétersbourg, 1897. p. 165.
 15. *Actes de la Commission archéologique du Caucase* , tome I. p. 181.
 16. SA Tuchkov, Extrait de Notes. « Guerre du Caucase : origines et début », Saint-Pétersbourg. 2002" (<http://www.vostlit.info/Texts/Dokumenty/Kavkaz/XVIII/1780-1800/Tuckov/frame1.htm>) . Récupéré le 5 novembre 2009. Archivé (<https://web.archive.org/web/20100421143318/http://www.vostlit.info/Texts/Dokumenty/Kavkaz/XVIII/1780-1800/Tuckov/frame1.htm>) le 21 avril 2010. (<https://web.archive.org/web/20100421143318/http://www.vostlit.info/Texts/Dokumenty/Kavkaz/XVIII/1780-1800/Tuckov/frame1.htm>)

17. PSZRI , tome XXVI, p. 772 ; cf. : Actes de la Commission Archéographique du Caucase, tome 1, p. 438
18. Tuchkov, extrait de Notes. « Guerre du Caucase : origines et début », Saint-Pétersbourg. 2002

Littérature

- *Gusterin P.* Empire russe et Caucase. - Sarrebruck : Éditions Académiques LAP LAMBERT, 2014. - 64 p. — ISBN978-3-659-15032-6 .
- *Volkhonsky M. A.* Politique militaire de l'Empire russe en Transcaucasie en 1783-1796. // Magazine d'histoire militaire . - 2018. - N°9. - P.13-21.
- *Kazemzadeh, Firuz.* Relations iraniennes avec la Russie et l'Union soviétique, jusqu'en 1921 // The Cambridge History of Iran (Vol. **7**) (anglais) / Avery, Peter ; Hambly, Gavin ; Melville, Charles. -Cambridge University Press , 1991. -ISBN 978-0521200950 .
- *Mikaberidze, Alexandre.* Dictionnaire historique de la Géorgie (non défini) . - 2. - Rowman et Littlefield , 2015. - ISBN 978-1442241466 .
- *Perry, John R.* Karim Khan Zand (<https://archive.org/details/karimkhanzand0000perr>) (non précisé) . -Publications Oneworld , 2006. -ISBN 978-1851684359 .

Liens

- N° 15835. 29 septembre 1783. Décret personnel donné au Sénat, avec pièce jointe d'un accord établi avec le roi Kartalin et Kakhétie Héraclius II // Recueil complet des lois de l'Empire russe. Première rencontre. Tome XXI. 1781-1783 Saint-Pétersbourg, 1830 (<http://new.runivers.ru/bookreader/book9829/#page/1013/mode/1up>)
- Traité de Georgievsk (traduit du russe par Russell E. Martin, Westminster College) (<http://www.westminster.edu/staff/martinre/Treaty.html>) Archivé (<https://web.archive.org/web/20180316132749/http://www.westminster.edu/staff/martinre/Treaty.html>) le 16 mars 2018 sur la Wayback Machine

მოძიებულია „https://ru.wikipedia.org/w/index.php?title=Георгиевский_трактат&oldid=136767177“-დან

Date de début : 15h36, 19 octobre 2024.

; C'est une bonne idée pour vous. .